

Brochure n° 3078

Conventions collectives nationales

CABINETS D'AVOCATS

IDCC : 1000. – **Personnel salarié**

IDCC : 1850. – **Avocats salariés**

AVENANT N° 11 DU 12 SEPTEMBRE 2008

RELATIF À LA PÉRIODE D'ESSAI

NOR : *ASET0851180M*

IDCC : *1850*

Entre :

Le CNAE ;
La CNADA ;
La FNUJA ;
L'UPSA ;
Le SEACE ;
L'ABFP,

D'une part, et

Le SPAAC CFE-CGC ;
La CFDT ;
Le SNECPJJ-CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

L'article 2.3 de la convention collective nationale de travail de l'avocat salarié du 17 février 1995 est modifié comme suit :

- « 1. Le contrat de travail peut prévoir :
- une période d'essai d'une durée maximale de 3 mois et
 - son renouvellement possible, une fois, d'une durée maximale de 3 mois, et après accord écrit de l'avocat salarié.

2. Pendant la période d'essai, l'une ou l'autre des parties peut à tout moment dénoncer le contrat :

2.1. Lorsqu'il y est mis fin par l'employeur, ce dernier doit respecter un délai de prévenance qui ne peut être inférieur à :

- 24 heures, en deçà de 8 jours de présence ;
- 48 heures, entre 8 jours et 1 mois de présence ;
- 2 semaines, après 1 mois de présence ;
- 1 mois, après 3 mois de présence.

La période d'essai, renouvellement inclus, ne peut être prolongée du fait de la durée du délai de prévenance.

2.2. Lorsqu'il y est mis fin par le salarié, celui-ci doit respecter un délai de prévenance de 48 heures. Ce délai est ramené à 24 heures si la durée de présence du salarié dans l'entreprise est inférieure à 8 jours. »

Fait à Paris, le 12 septembre 2008.

(Suivent les signatures.)